

1 - Actualité nationale et internationale

Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre côté, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

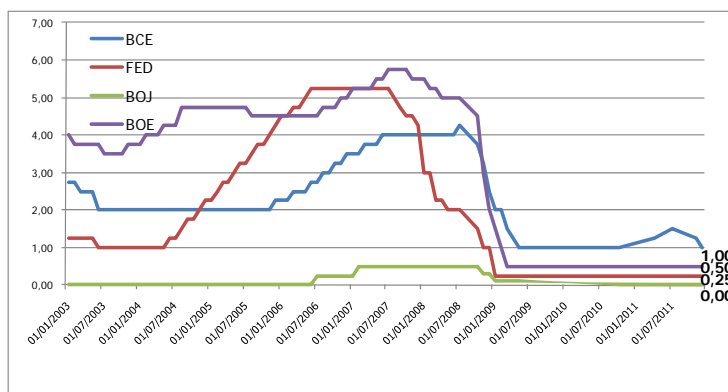
Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 4 avril 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les indicateurs tirés d'enquêtes relatives à la croissance économique se sont dans l'ensemble stabilisés à des niveaux faibles au cours des premiers mois de 2012 et une reprise modérée de l'activité est attendue en cours d'année. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques à la baisse. L'inflation devrait rester supérieur à 2 % en 2012, (...) toutefois, à plus long terme, (...) les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées ».

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 13 mars 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed indique que la croissance de l'économie américaine devrait rester modérée en 2012.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 867 900 fin février 2012, soit une hausse de 0,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 6 200 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+6,4 % pour les hommes et +6 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,3 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 10,8 % en février 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier. Il était de 10 % en février 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,2 % en février 2012. Il était de 9,5 % en février 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en février 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Légère baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en mars 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à février.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 13 mars 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La Boj a par ailleurs annoncé un prêt supplémentaire de 2 000 milliards de yens aux banques pour soutenir la croissance de l'économie japonaise. En février 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 1,2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,2 % sur un mois et reculé de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 2,3 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, en baisse de 0,1 point sur un mois.

En février 2012, les exportations ont baissé de 2,7 % sur un an, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,2 %.

L'excédent commercial s'est élevé à 300 millions d'euros.

Recul de l'inflation en Chine

En février 2012, l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,2 % sur un an contre 4,5 % en janvier. La valeur ajoutée de la production industrielle a progressé de 11,4 % en janvier et février 2012 en glissement annuel. En février 2012, les exportations chinoises ont augmenté de 18,4 % sur un an et les importations de 39,6 %. Le déficit commercial a atteint 24 milliards d'euros.

Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails www.cerom-outremer.fr

Publications de l'IEOM

- 1 - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2011 : une situation toujours favorable mais une confiance en berne;
- 2 - L'économie de Wallis-et-Futuna en 2011 : une activité toujours bien orientée ;
- 3 - L'économie de la Polynésie française en 2011 : une morosité persistante.

Les notes expresses série « Portrait » n° 60, 61, 62 sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 13 mars de laisser inchangé son principal taux directeur, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un prêt supplémentaire de 2 000 milliards de yens aux banques, pour soutenir la croissance de l'économie japonaise. En février, la production industrielle du Japon a reculé de 1,2 % sur un mois alors que les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,2 % sur un mois et reculé de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 2,3 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, en baisse de 0,1 point sur un mois.

En février toujours, les exportations ont baissé de 2,7 % sur un an, tandis que les importations ont augmenté de 9,2 %. L'excédent commercial s'est élevé à 300 millions d'euros.

Recul de l'inflation en Chine

En février, l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,2 % sur un an contre 4,5 % en janvier. La valeur ajoutée de la production industrielle a progressé de 11,4 % en janvier et février, en glissement annuel.

En février, les exportations chinoises ont augmenté de 18,4 % sur un an et les importations de 39,6 %. Le déficit commercial a atteint 24 milliards d'euros.

Reprise des exportations australiennes

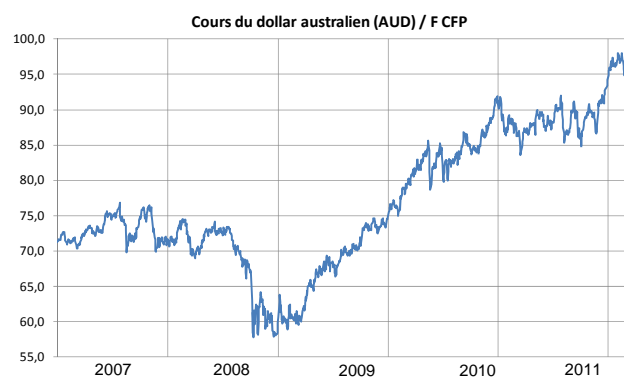
En février, les exportations australiennes s'orientent à la hausse (+ 3,6 %), en raison principalement d'une reprise de la demande en produits métallurgiques (+11 %) et en produits alimentaires (+ 8 %) qui fait suite à des baisses respectives de 40 % et de 11 % enregistrées au mois de janvier. L'excédent de la balance commerciale s'élève à 1,3 milliard de dollars, après un déficit de 540 millions le mois précédent.

En mars, le cours du dollar australien a chuté de 4,1 %. La Banque Centrale Australienne a annoncé, le 6 avril, avoir laissé son taux directeur inchangé à 4,25 %. La banque juge plus prudent d'avoir confirmation du tassement de l'inflation avant d'envisager une détente monétaire.

Accroissement modéré de l'activité néo-zélandaise

L'activité économique de la Nouvelle-Zélande a ralenti au 4^{ème} trimestre 2011, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,3 %, contre une hausse de 0,7 % au trimestre précédent. La croissance a été tirée par les secteurs de la finance, de l'assurance et des services aux entreprises (+1,3 %), dont l'activité reste orientée à la hausse pour le 5^{ème} trimestre consécutif. Le secteur agricole retrouve un taux de croissance positif (+3,5 %), après une baisse de 2 % en septembre 2011. En revanche, l'industrie, et particulièrement l'agroalimentaire, ont enregistré une baisse d'activité de 2,5 %.

Le taux directeur de la banque centrale néo-zélandaise est inchangé depuis le 10 mars 2011, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Cession des parts d'Eramet au FSI

Areva a confirmé la vente de sa participation de 26 % dans le groupe minier Eramet, dont la branche « nickel » est représentée en Nouvelle-Calédonie par la Société Le Nickel (SLN). Un contrat de cession a été conclu le 16 mars avec le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI), pour un montant de 776 millions d'euros. Cette vente s'inscrit dans le programme de cessions du groupe nucléaire français, qui vise à collecter 1,2 milliard d'euros d'ici 2013. La transaction reste soumise à l'accord de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Projet d'usine d'embouteillage à Pouembout

Le groupe Froico S.A a annoncé le 17 mars son projet de construction d'une usine d'embouteillage, localisée à 20 km de la commune de Pouembout. Une production annuelle de 10 millions de litres d'eau, de jus de fruit et autres boissons est envisagée, grâce à l'exploitation d'une source naturelle proche. Le montant prévisionnel de l'investissement s'élève à 5,5 milliards de F CFP.

Assouplissement des critères d'éligibilité et hausse de l'aide à la continuité territoriale

Les dispositions de l'aide à la continuité territoriale depuis la Nouvelle-Calédonie vers la Métropole vont connaître de nouvelles modifications à partir d'avril 2012. Les modifications annoncées concernent la hausse du plafond de ressources (+ 8 %), la réévaluation du montant de l'aide (+50 %) et l'instauration d'une aide complémentaire pour les résidents des îles (Loyauté, Bélep, île des Pins).

Assouplissement des règles d'accès au PEME

Le Groupement pour Agir et Innover pour l'Environnement (GRAINE), chargé de délivrer des agréments pour l'obtention d'un Prêt pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (PEME), vient d'assouplir ses règles d'éligibilité en faveur des petites et moyennes entreprises. Ces dernières peuvent désormais bénéficier d'un prêt unique à taux bonifié portant sur l'ensemble de leurs investissements, dans la limite de 20 millions de F CFP, dans la mesure où le volet environnemental est prépondérant. Le PEME était auparavant strictement réservé aux investissements environnementaux et obligeait les entrepreneurs à contracter deux prêts différents.

Transfert de compétence « phares et balises »

Conformément à la loi du pays du 28 décembre 2009, la Nouvelle-Calédonie a officialisé avec l'Etat, le 22 mars 2012, le transfert de compétence du service des phares et balises. Les compétences transférées portent sur la police, la réglementation et la sécurité en mer. La convention de transfert inclut aussi la gestion du patrimoine, composé de 347 établissements de signalisation maritime, dont le phare Amédée.

Relance des énergies renouvelables

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé le versement d'une aide financière de 100 millions de F CFP destinée à des installations de production électrique d'origine renouvelable. Cette subvention permettra de relever les tarifs de rachat du kilowatt, de 11 F à 14 F pour l'éolien et de 18 F à 25 F pour le photovoltaïque, en 2012. Le gouvernement a par ailleurs annoncé le lancement d'un appel à projets, en juillet 2012, dans le but de développer les filières de production électrique renouvelable.

Première visite en Nouvelle-Calédonie d'un Gouverneur général australien

SE Quentin Bryce, Gouverneure générale d'Australie, a séjourné en Nouvelle-Calédonie du 31 mars au 2 avril. Il s'agit de la première visite de la représentante officielle de la Reine Elisabeth II sur le territoire calédonien. Ce séjour, principalement dédié à des visites protocolaires, confirme l'intensification de la coopération et des échanges entre les 2 territoires.

Publications

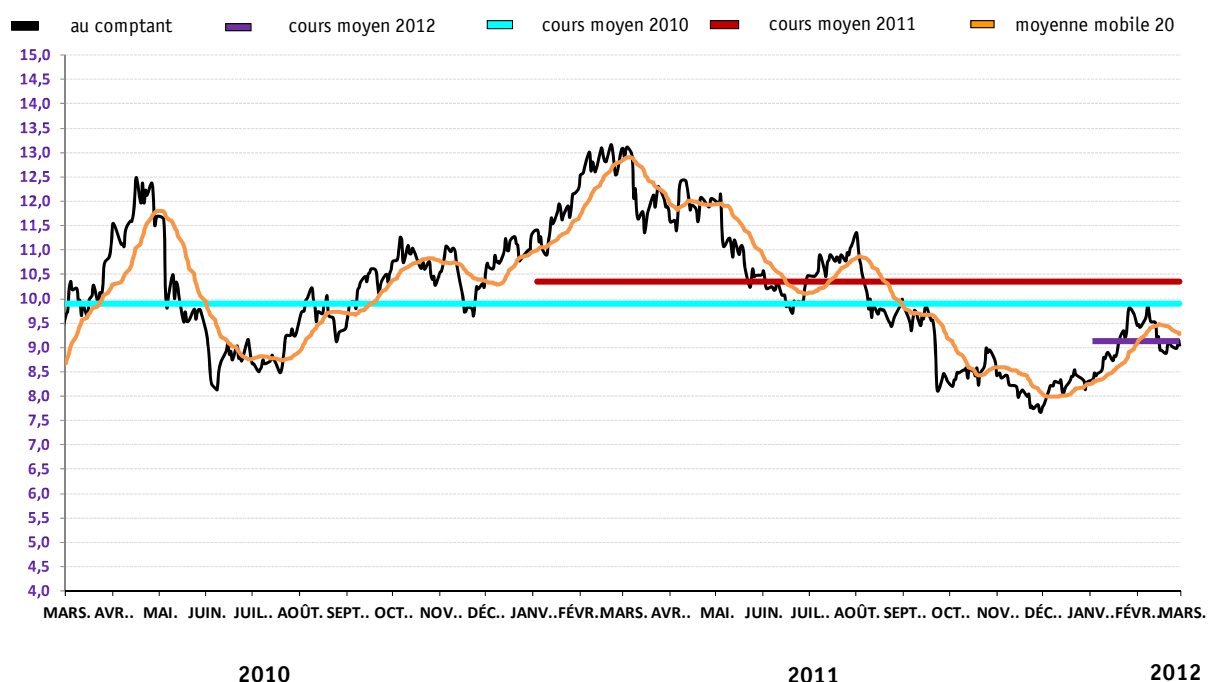
L'agence de l'IEOM en Nouvelle-Calédonie vient de publier sa Note Expresse « L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2011 : Une situation toujours favorable mais une confiance en berne », disponible en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-portrait-136/>.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			mars-12	102,8	0,0%	1,7%
Nombre de demandeurs d'emploi			févr.-12	7 496	10,6%	-2,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	févr.-12	8 954	-6,7%	-33,9%	
	cumulées	févr.-12	18 550	-	-8,5%	
Importations	mensuelles	févr.-12	26 464	-1,5%	-5,3%	
	cumulées	févr.-12	53 335	-	9,9%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-12	8,48	-8,6%	-30,2%	
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-12	836,33	0,0%	-19,2%	
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-12	215	35,3%	-26,0%	
	cumulées	févr.-12	373	-	-34,5%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-12	5 388	-13,4%	6,5%	
	cumulées	févr.-12	11 611	-	47,0%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-12	7 196	-21,0%	10,8%	
	cumulés	févr.-12	16 309	-	13,7%	
• Nuitées	mensuels	janv.-12	55 301	-13,1%	10,1%	
	cumulés	janv.-12	55 301	-	10,1%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-12	53,90%	- 9,5 pts	- 4,1 pts	
• Croisiéristes		janv.-12	19 950	-	-5,2%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-12	10 366	27,8%	-26,4%	
	cumulées	mars-12	29 080	-	-12,8%	
• Index BT 21 (p)		févr.-12	141,34	0,2%	2,4%	
• IRL (p)		févr.-12	114,35	0,2%	3,6%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-12	40	-	-18,4%	
	cumulées	mars-12	100	-	20,5%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-12	53	-	-25,4%	
	cumulées	mars-12	138	-	12,2%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-12	626	-3,4%	-5,6%	
	cumulées	mars-12	1 851	-	11,7%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-10	févr.-11	févr.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 252	14 283	14 882	7,8%	4,2%
Dépôts à vue	204 091	230 798	234 907	13,1%	1,8%
Total M1	217 343	245 081	249 789	12,8%	1,9%
M2-M1	90 827	94 906	100 769	4,5%	6,2%
Total M3	469 569	519 320	529 692	10,6%	2,0%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	382 013	403 491	426 094	5,6%	5,6%
Ménages	328 208	362 904	390 944	10,6%	7,7%
Collectivités locales	36 060	48 228	56 975	33,7%	18,1%
Autres agents de CCB non ventilés	9 732	13 941	15 148	43,3%	8,7%
Total concours sain	756 012	828 564	889 161	9,6%	7,3%
Créances douteuses brutes	15 435	16 545	18 138	7,2%	9,6%
Total concours brut	771 448	845 109	907 299	9,5%	7,4%

Interdits bancaires

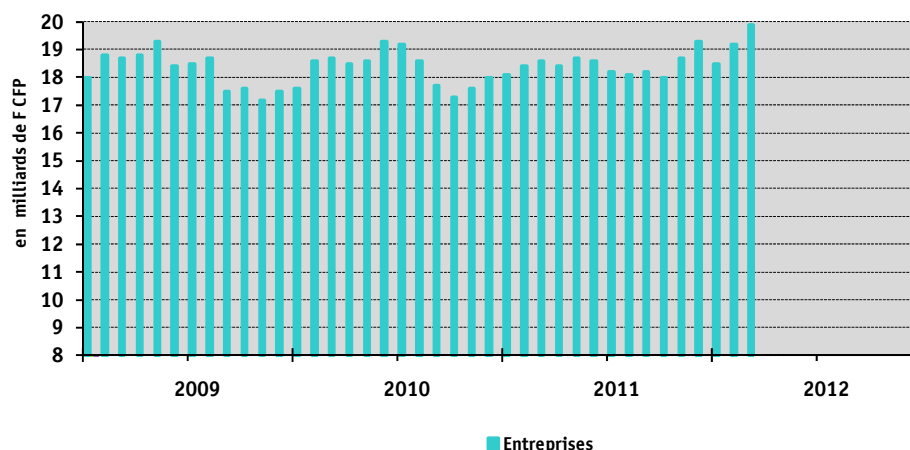
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock févr.-12	6 751	1,9%	6,9%
	dont personnes physiques févr.-12	6 008	1,7%	6,7%
	dont personnes morales févr.-12	743	3,9%	7,8%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides mars-12	14 509	0,5%	10,6%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM mars-12	4 485	0,5%	24,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises mars-12	19,2	3,6%	7,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var .
Indice des prix à la consommation	mars	101,0	102,8	1,7
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	51 742	55 197	6,7%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	45 373	48 955	7,9%
créations d'entreprises	déc	5 123	5 115	-0,2%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 763	2 846	3,0%
liquidations judiciaires (nb)	déc	135	121	-10,4%
redressements judiciaires (nb)	déc	96	82	-14,6%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	689	743	7,8%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	33 316	29 032	-12,9%
importations ciment (tonnes)	mars	47	24	-49,4%
total ciment (tonnes)	mars	33 363	29 056	-12,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	6 681	8 128	21,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	1 893	2 381	25,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	980	798	-18,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec	84 180	87 021	3,4%
dont secteur privé	dec	60 475	63 122	4,4%
dont secteur public	dec	23 705	23 899	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 656	7 496	-2,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 198	7 136	-0,9%
chômeurs indemnisés	janv	1 495	1 597	6,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	828,4	888,6	7,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	5 629	6 008	6,7%
décisions retraits cartes bancaires	févr	597	310	-48,1%
incidents paiements sur chèques	févr	4 313	6 238	44,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 657	1 851	11,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	3 877	3 786	-2,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 757	8 231	21,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 648	3 823	4,8%
Echanges				
nombre de touristes	févr	14 339	16 309	13,7%
nombre de croisiéristes	janv	21 048	19 950	-5,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	janv	58,0%	53,9%	-4,1 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	12,20	8,92	-26,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	12,16	8,48	-30,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	570	373	-34,5%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	févr	4 144	2 003	-51,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	7 899	11 611	47,0%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	16 147	15 589	-3,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	34	60	76,5%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	52	85	63,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	20 343	17 677	-13,1%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	95%	95%	0,16pt
total des importations (M FCFP)	févr	48 539	53 335	9,9%
total des exportations (M FCFP)	févr	21 383	18 550	-13,2%
taux de couverture	févr	44,05%	34,78%	-9,3pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr	230 798	234 907	1,8%
M1	févr	245 081	249 789	1,9%
M2	févr	339 987	350 558	3,1%
Dépôts à termes	févr	179 176	179 039	-0,1%
M3	févr	519 320	529 692	2,0%
P1	févr	4 031	3 968	-1,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	845 109	907 299	7,4%
Ménages	déc	362 904	390 944	7,7%
dont crédits à la consommation	déc	69 219	71 926	3,9%
dont crédits à l'habitat	déc	289 191	313 576	8,4%
Entreprises	déc	403 491	426 094	5,6%
dont crédits d'exploitation	déc	76 605	76 469	-0,2%
dont crédits d'investissement	déc	213 900	227 242	6,2%
dont crédits à la construction	déc	101 159	109 321	8,1%
Collectivités locales	déc	48 228	56 975	18,1%
dont d'investissement	déc	42 022	51 644	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	13 941	15 148	8,7%
créances douteuses brutes	déc	16 545	18 138	9,6%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	0,04 pt
ensemble des actifs financiers	déc	626 018	640 565	2,3%
Ménages	déc	326 169	344 723	5,7%
Sociétés	déc	213 519	208 888	-2,2%
Autres agents	déc	86 329	86 954	0,7%
dont assurances-vie	déc	96 971	99 990	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Pêche à la bêche-de-mer : une ressource menacée

La pêche à la bêche de mer est devenue un sujet de préoccupation pour les pays du Pacifique. Le concombre de mer constitue en effet un mets très apprécié en Asie, notamment en Chine, où la demande est permanente. Le gouvernement des îles Salomon vient de prendre des mesures restrictives visant à en interdire la pêche. Selon un biologiste de la vie marine, le concombre de mer est une proie très facile incitant à la surpêche, et une raréfaction de la ressource est observée dans les îles du Pacifique notamment aux îles Salomon, où la pêche n'était pas jusqu'alors réglementée. Le chiffre d'affaire du marché asiatique de la bêche-de-mer est estimé à 60 millions de dollars par an.

Développement/ Environnement/ Energies renouvelables

Dans le cadre des accords d'Hokkaido entre les autorités japonaises et les dirigeants du Pacifique (mai 2009), il a été convenu du lancement d'un Fonds PEC (Communauté du Pacifique pour l'Environnement). En vertu de cet accord, le Japon s'est engagé à fournir une contribution d'environ 66 millions de dollars US en faveur des pays insulaires océaniques. Ces capitaux seront utilisés pour soutenir des projets en mettant l'accent sur la fourniture de systèmes solaires de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer dans les îles Cook, les Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Marshall, Samoa etc. Fin mars, le fonds PEC a annoncé une subvention de 2,3 millions de dollars US pour le projet d'énergie solaire aux îles Fidji.

3 – Brèves locales

Elections territoriales : renouvellement de l'Assemblée territoriale

Le 25 mars dernier, les électeurs wallisiens et futuniens ont été appelés aux urnes pour renouveler les 20 membres de l'Assemblée territoriale (13 sièges pour Wallis et 7 pour Futuna). A l'issue du scrutin, le paysage politique a été remodelé, et de nombreux conseillers ont été élus pour la 1^{ère} fois. Les conseillers ont porté M. Vetelino NAU, du parti socialiste de la circonscription d'Alo à Futuna, à la présidence de l'AT. Enseignant retraité, et élu territorial depuis 15 ans, M. Vetelino NAU sera assisté de M. Mikaele KULIMOETOKE, désigné vice-président, et de Mme Mireille LAUFILITOGA, désignée 1^{ère} secrétaire.

Contrat de développement 2012-2016

Le contrat de développement 2012-2016, dont le montant s'élève à 49 millions d'euros a été signé le 9 mars 2012 entre l'Etat et le Territoire. L'Etat participe au financement du contrat à hauteur de 41,8 millions d'euros. Les projets retenus touchent différents secteurs (santé, formation et enfance, éducation-formation, sport, culture, télécommunications, infrastructures, environnement et énergie, développement rural, et économie). Un dispositif d'évaluation est prévu pour permettre de suivre l'avancée des projets et d'en établir un bilan précis. Le contrat social pour la même période, fixant les enveloppes consacrées à l'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées, reste en suspens.

Mini-jeux 2013

Le Comité Organisateur des Mini-jeux du Pacifique de Wallis-et-Futuna 2013 (COWF 2013) a annoncé que les Mini-jeux auront lieu à Wallis en septembre 2013. L'Etat investit 1,04 milliards de F CFP pour aider le Territoire au financement des infrastructures. Le budget de fonctionnement est estimé à 384 millions de F CFP. Pour ces mini-jeux, 1 200 athlètes et 800 accompagnateurs sont attendus. Huit sports seront défendus sur 4 sites parmi lesquels le site de Kafika qui accueillera l'athlétisme, le volley-ball, le taekwondo, l'haltérophilie, et le rugby. Trois autres sites ont été choisis, Gahi, dans le Sud pour le Va'a (courses de pirogues), Fatima dans le nord, pour le beach-volley, et Liku au centre pour la voile. Comme suite à la dernière réunion de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie se sont engagés à apporter un soutien technique, matériel et financier au COWF 2013.

Dette de l'Agence de santé

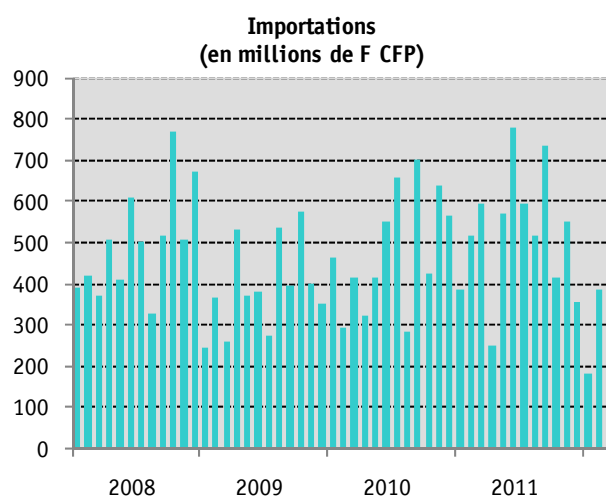
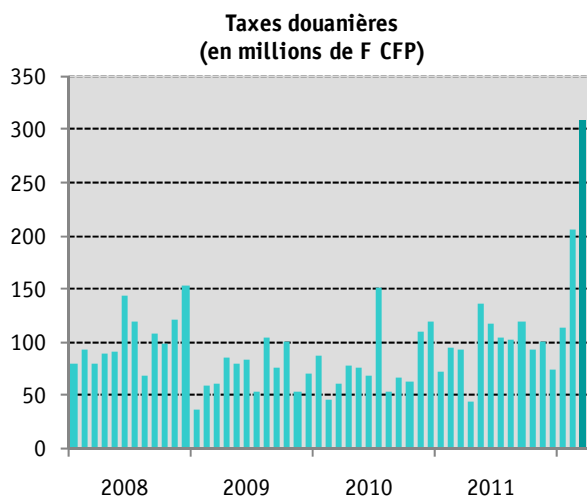
En 2011, la dette de l'Agence de santé auprès des organismes de santé en Nouvelle-Calédonie s'élève à près de 1,7 milliard de F CFP dont 1,2 milliard de F CFP auprès du Centre hospitalier territorial (CHT) et 480 millions de F CFP auprès de la CAFAT. Au cours des derniers mois et malgré les engagements pris en début d'année à travers la réunion de la commission de suivi de l'accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et le Territoire, des tensions sont apparues pour les évasans vers le CHT de Nouméa, eu égard au règlement de la dette. Une mission d'expertise des Finances est actuellement sur le Territoire afin d'examiner le problème et d'en favoriser le règlement.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4 ^e trim-11	109,43	-	4%
SMIG mensuel en XPF		janv-12	84 837	-	3,2%
Nombre d'emplois salariés		juin-11	2 031	-	0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-12	727	87,9%	22,0%
	cumulées	mars-12	1 295	-	-13,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-12	309	174,5%	231,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-12	627	-	26,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-12	119	-	-43,7%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-12	1 817	-36,2%	-4,5%
	cumulé	mars-12	7 605	-	1,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-12	737	-43,7%	-29,5%
	cumulé	mars-12	2 437	-	-18,2%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-12	3	-40,0%	-25,0%
	cumulées	mars-12	3	-	-62,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-12	24	60,0%	140,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

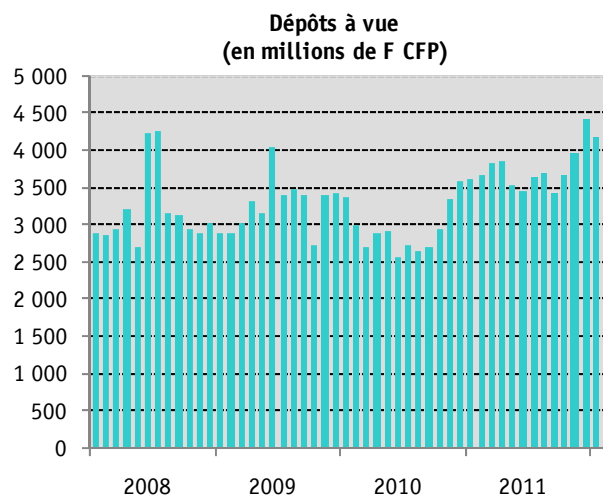
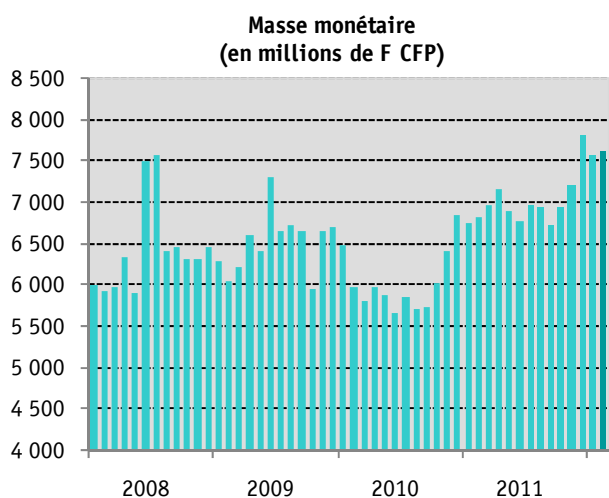


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la hausse des dépôts à vue et de la monnaie en circulation

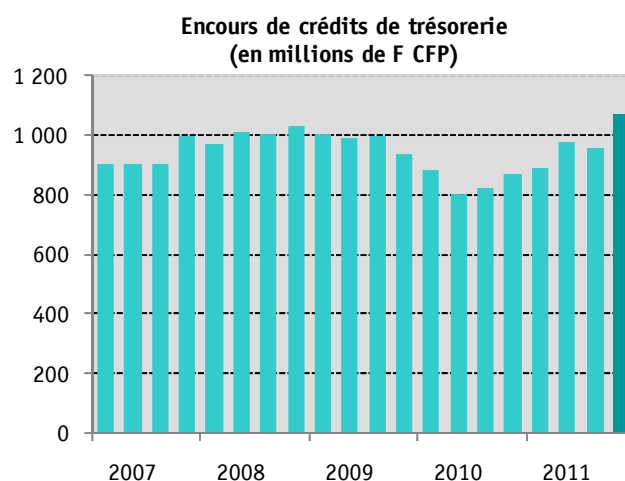
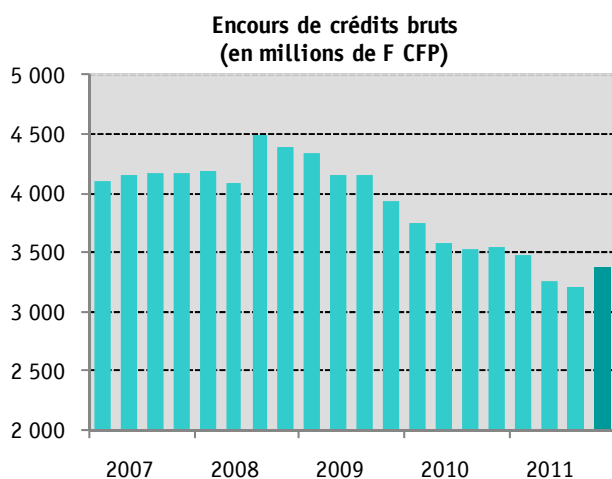
en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 061	2 094	2 096	0,1%	1,7%
Dépôts à vue	3 668	4 179	4 241	1,5%	15,6%
Total M1	5 729	6 273	6 337	1,0%	10,6%
M2-M1	568	592	572	-3,4%	0,7%
Total M3	6 823	7 563	7 611	0,6%	11,6%



Concours de caractère bancaire

Reprise des crédits de trésorerie sur l'année

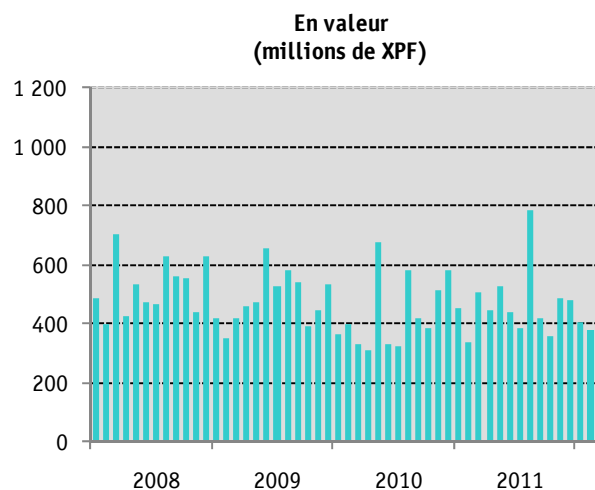
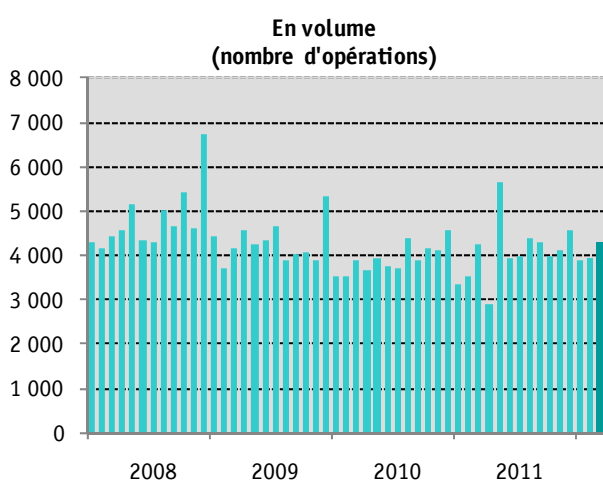
en millions de F CFP	déc-09	déc-10	déc-11	▲/an
Crédits de trésorerie	938	872	1 075	23,2%
Crédits à l'équipement	1 431	1 249	1 116	-10,7%
Crédits à l'habitat	521	363	422	16,3%
Autres crédits	290	268	221	-17,3%
Sous total	3 181	2 751	2 833	3,0%
Créances douteuses brutes	754	792	547	-31,0%
Total	3 934	3 544	3 380	-4,6%



Compensation

Hausse soutenue des opérations de compensation en valeur

	mars-11	févr-12	mars-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 265	3 936	4 298	12 145	9,2%	1%
Compensation (en millions de CFP)	507	380	987	1 772	159,4%	95%



Incidents bancaires

Diminution des incidents de retraits de cartes bancaires sur le mois

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	76	70	70	140	0,0%	-8%
Retraits de cartes bancaires	0	6	0	6	-100,0%	-

Interdits bancaires

Stabilité des personnes physiques en situation d'interdits bancaires sur le mois

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	408	411	413	0,5%	1,2%
- dont personnes physiques	397	402	402	0,0%	1,3%
- dont personnes morales	11	9	11	22,2%	0%

Cotation

Baisse du nombre de cotes éligibles

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	38	38	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	7	-12,5%	-46,2%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	2012	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4 ^e trim	105,22	109,43	-	4%
Entreprises					
nombre d'entreprises	décembre	475	512	-	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	10	11	11	0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	49	160	69	-57%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	31	12	4	-66,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	12	20	7	-65,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 020	2 031	-	-
dont secteur privé	juin	831	841	-	-
dont secteur public	juin	1 189	1 190	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} janvier 2012	486	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	450	397	402	1,3%
décision retrait cartes bancaires	février	13	2	0	-100%
incidents paiements sur chèques	février	107	76	70	-8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	155	154	171	11,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	44	60	120	101,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	42	76	38	-49,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	19	24	32	33,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mars	416	596	727	22,0%
exportations	mars	0	0	0	-
recettes douanières	mars	285	366	432	18,1%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	194	259	309	19,2%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	88	103	119	15,2%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	février	3 000	3 668	4 241	15,6%
M1	février	4 916	5 729	6 337	10,6%
M2	février	5 413	6 296	6 909	9,7%
Dépôts à terme	février	552	526	702	33,4%
M3	février	5 965	6 823	7 611	11,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
	décembre	3 544	3 380	-	-4,6%
Ménages	décembre	1 255	1 357	-	8,1%
dont crédits à la consommation	décembre	893	1 073	-	20,3%
dont crédits à l'habitat	décembre	363	283	-	-21,9%
Entreprises	décembre	1 092	1 137	-	4,1%
dont crédits d'exploitation	décembre	103	88	-	-14,4%
dont crédits d'investissement	décembre	943	843	-	-10,7%
dont crédits à la construction	décembre	-	-	-	-
Collectivités locales	décembre	306	273	-	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	98	67	-	-31,7%
créances douteuses brutes	décembre	792	547	-	-31,0%
taux de créances douteuses	décembre	22,4%	16,2%	-	- 4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	2 856	3 040	-	6,5%
Sociétés	décembre	1 678	2 289	-	36,4%
Autres agents	décembre	4 033	3 935	-	-2,4%
dont assurances-vie	décembre	921	946	-	2,6%

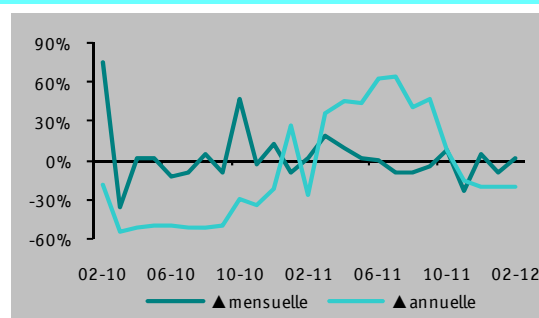
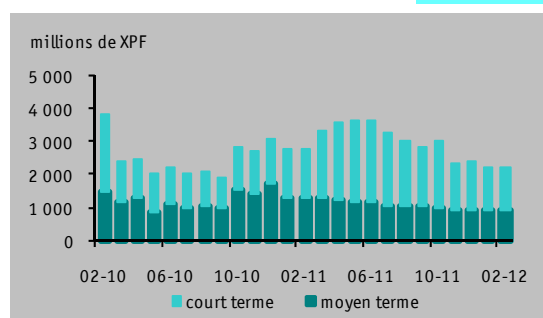
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement sur le mois de février

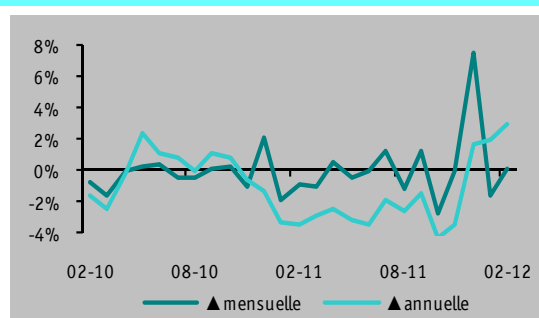
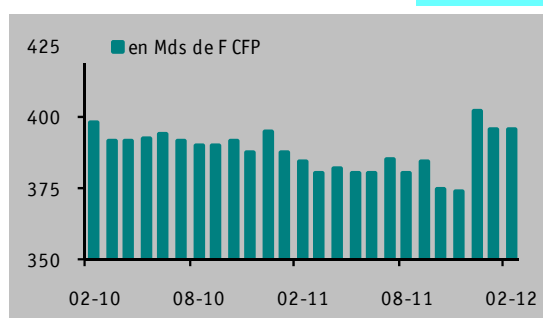
en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 493	1 287	1 318	2,4%	-11,7%
Utilisations à moyen terme	1 275	876	892	1,8%	-30,1%
Refinancement total	2 768	2 163	2 210	2,2%	-20,2%



Masse monétaire

Stabilisation de M3 sur le mois et progression en rythme annuel

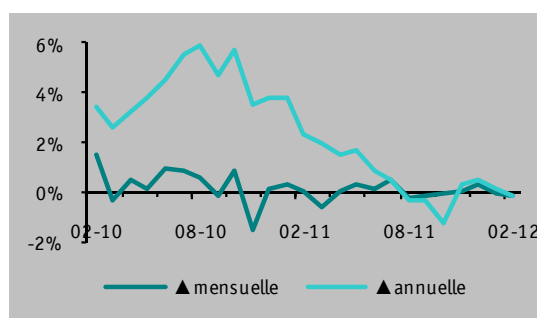
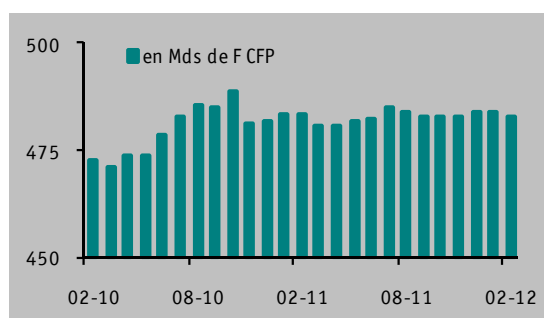
en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 052	14 715	14 735	0,1%	4,9%
Dépôts à vue	151 143	160 372	151 176	-5,7%	0,0%
Comptes sur livrets	109 064	101 085	100 171	-0,9%	-8,2%
Comptes d'épargne logement	235	315	323	2,4%	37,3%
Dépôts à terme	105 478	109 930	125 216	13,9%	18,7%
Autres	3 877	8 546	3 449	-59,6%	-11,0%
Total M3	383 849	394 965	395 070	0,0%	2,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours des crédits bancaires

en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 118	131 907	129 044	-2,2%	-5,2%
Crédits d'équipement	60 374	64 952	64 714	-0,4%	7,2%
Crédits à l'habitat	156 082	160 675	160 910	0,1%	3,1%
Autres crédits	77 361	67 817	69 929	3,1%	-9,6%
Créances dout. brutes	53 323	58 756	59 057	0,5%	10,8%
Total CCB	483 258	484 107	483 654	-0,1%	0,1%



Cotation

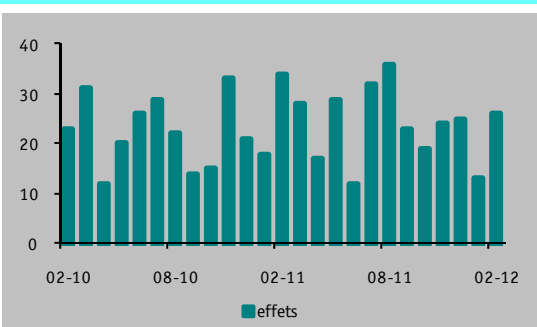
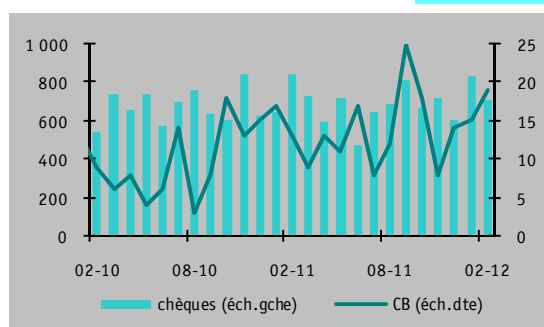
Hausse du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	mars-11	févr-12	mars-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 736	7 169	7 314	2,0%	8,6%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 268	1 251	1 251	0,0%	-1,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 502	1 594	1 610	1,0%	7,2%

Incidents de paiement

Progression des retraits de cartes bancaires

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	888	862	754	-12,5%	-15,1%
- sur chèques	841	834	709	-15,0%	-15,7%
- sur effets	34	13	26	100,0%	-23,5%
- retraits de cartes bancaires	13	15	19	26,7%	46,2%



Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires pour les personnes physiques sur l'année

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 700	3 606	3 615	0,2%	-2,3%
- dont personnes physiques	3 268	3 161	3 161	0,0%	-3,3%
- dont personnes morales	432	445	454	2,0%	5,1%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Rapport de la CTC sur la gestion de 2005 à 2010

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a diffusé début avril son rapport d'observations définitives sur la gestion des finances du Pays sur la période 2005-2010. Constatant une importante dégradation, elle met en cause le poids de l'administration locale. En effet, les dépenses réelles de fonctionnement, qui représentent quatre fois celles d'investissement, ont crû de 15 % sur la période de référence. Dans le même temps, les recettes réelles de fonctionnement n'ont progressé que de 13,5 %, minorées par la crise économique.

La CTC fustige la croissance des effectifs (+ 9 % entre 2004 et 2010), soulignant que « le format de l'administration apparaît disproportionné et mal adapté aux missions de la collectivité ». Elle dénonce l'insuffisance de l'encadrement et l'empilement de structures souvent à double emploi.

Prêt de Tikiphone en mars

Après deux refus de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), le gouvernement a obtenu de Tikiphone, opérateur local de téléphonie mobile et filiale de l'OPT, un prêt de 5 milliards de F CFP. Étalaé sur une durée de dix ans, il est assorti d'un taux de 4,40 %. Il permet de financer la section investissement du budget 2012 de la collectivité d'outre-mer.

Protection sociale

Déremboursement des médicaments SMR C

Par arrêté en Conseil des ministres du 28 décembre 2011, il a été décidé que le taux de remboursement des médicaments « dont le service médical rendu est modéré (SMR C) » passerait de 70 % à 30 % à partir du 1^{er} avril 2012. Cette mesure, qui concerne plus de 400 produits, devrait permettre à la CPS d'économiser 140 millions de F CFP sur l'année en cours.

Rétablissement du tiers payant

L'échec des négociations entre la CPS et les médecins libéraux a abouti au non renouvellement de la convention collective permettant le remboursement d'une partie des actes médicaux aux patients.

Dans l'attente d'une solution, les pouvoirs publics ont rétabli, fin mars 2012, le rétablissement à titre transitoire du tiers payant pour les patients en longue maladie, pour les actes onéreux et les actes d'urgence.

Transport maritime

Inauguration de la gare maritime de Papeete

Mi-mars, la gare maritime de Papeete a été inaugurée, après plus de deux années de travaux. L'ouverture au public est intervenue début avril.

L'instauration de la taxe spécifique pour le fonctionnement de la gare a été répercutée sur les passagers, qui ont subi une augmentation du prix des billets de transport de l'ordre de 5 %.

Commerce de détail

Ouverture d'un supermarché au centre de Papeete

Le 2 avril, une moyenne surface, à l'enseigne de Casino, a ouvert ses portes. Située à proximité du marché de Papeete, elle est la troisième structure du groupe en Polynésie française (Arue, Faaa). Un hypermarché doit être inauguré au cours du deuxième trimestre 2012.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : moral des consommateurs

Baisse du moral des consommateurs en avril 2012

En avril, l'indice de confiance des consommateurs recule de 1,6 % par rapport au mois précédent (94,5 contre 96,1 en mars 2012) et s'établit à son plus bas niveau depuis août 2011, bien en deçà de sa moyenne de longue période (101,4). Cette chute provient de la perception des ménages sur leur situation financière qui baisse de 14,4 % sur le mois, à 65,2 (76,2 en mars 2012), tout proche de son plancher de juillet 2008 (crise financière internationale).

Nouvelle-Zélande : croissance économique

PIB en hausse de 0,3 % sur le dernier trimestre 2011

Au 4^e trimestre 2011, le PIB néo-zélandais progresse de 0,3 % (+ 0,7 % au 3^e trimestre), grâce à la contribution des services financiers (+ 1,3 %). L'agriculture enregistre une hausse de 3,5 %, après avoir baissé de 2 % au 3^e trimestre. Quant au secteur restauration-logement-vente au détail, il augmente de 2,2 %, avec les dernières retombées de la coupe du monde de rugby (du 9 septembre au 23 octobre 2011). Sur l'année 2011, le PIB s'accroît de 1,4 % et le revenu disponible brut de 1,9 %.

Prévisions de croissance économique

Le consensus dégagé par le New Zealand Institute of Economic Research (NZIER) à partir des opinions de diverses agences économiques et financières incline en faveur d'une accélération de la croissance pour les années à venir (de + 1,8 % sur l'année finissant en mars 2012 à + 3 % pour 2013 et + 3,2 % pour 2014), en dépit des retards dans la reconstruction post-séismes de Canterbury. Les performances de l'économie et surtout des exportations sont encourageantes. La maîtrise des pressions inflationnistes (prévues à + 2,1 % pour les trois années à venir) devrait permettre le maintien des taux d'intérêt à un bas niveau.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	fév.12	103,9	105,7	105,6	-0,1%	1,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	janv. 12	120,6	116,8	117,8	0,9%	-2,3%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	fév.12	1 623	410	995	142,9%	-38,7%
Importations (en M F CFP)	fév.12	11 286	11 825	12 574	6,3%	11,4%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	fév.12	2 359	1 787	1 726	-3,4%	-26,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	fév.12	92	144	61	-57,9%	-34,1%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév.12	104	93	106	14,0%	1,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév.12	432	445	454	2,0%	5,1%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	fév.12	1 773	1 802	1 845	2,4%	4,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	fév.12	2 587	2 999	3 173	5,8%	22,7%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	fév.12	225	222	211	-5,0%	-6,2%
Personnes physiques en interdiction bancaire	fév.12	3 268	3 161	3 161	0,0%	-3,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	fév.12	747	115	572	395,2%	-23,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	fév.12	45	61	77	25,8%	72,2%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	fév.12	136	18	95	431,1%	-30,4%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	fév.12	164	148	173	17,1%	5,7%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	fév.12	29	2	6	260,2%	-79,9%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	fév.12	52	8	40	433,8%	-22,3%
Tourisme						
Nombre de touristes	janv.12	11 371	14 106	10 238	-27,4%	-10,0%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mars.12	52,8%	50,2%	50,6%	0,4 pts	-2,3 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	fév.12	57 832	57 510	58 006	0,9%	0,3%
Comptes sur livret	fév.12	102 397	95 280	94 385	-0,9%	-7,8%
Dépôts à terme	fév.12	53 147	59 431	60 752	2,2%	14,3%
Entreprises						
Dépôts à vue	fév.12	78 606	75 875	73 755	-2,8%	-6,2%
Dépôts à terme	fév.12	40 385	39 121	40 470	3,4%	0,2%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	fév.12	82 865	79 100	78 393	-0,9%	-5,4%
Crédits à l'habitat	fév.12	133 383	139 779	140 172	0,3%	5,1%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	fév.12	50 658	47 081	46 845	-0,5%	-7,5%
Crédits d'équipement	fév.12	51 673	56 112	55 765	-0,6%	7,9%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/03/2012	29/02/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3880%	0,3740%	+ 0,014 pt	0,8170%	- 0,429 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4190%	0,5640%	- 0,145 pt	0,7820%	- 0,363 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,7770%	0,9830%	- 0,206 pt	1,0060%	- 0,229 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,0780%	1,2790%	- 0,201 pt	1,2270%	- 0,149 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,4160%	1,6140%	- 0,198 pt	1,5070%	- 0,091 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/03/2012	29/02/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,3587%	0,3662%	- 0,008 pt	0,4902%	- 0,102 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,4690%	0,6270%	- 0,158 pt	0,8110%	- 0,342 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,8600%	1,0490%	- 0,189 pt	1,0220%	- 0,162 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,1166%	1,3460%	- 0,229 pt	1,2510%	- 0,134 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,5000%	1,6790%	- 0,179 pt	1,5260%	- 0,026 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,0700%	3,2600%	- 0,190 pt	3,5900%	- 0,520 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	2,8700%	3,0600%	- 0,190 pt	3,3900%	- 0,520 pt	
TRBOSP	3,0500%	3,2500%	- 0,200 pt	3,6500%	- 0,600 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011	30/03/2012	29/02/2012	31/12/2011
taux JJ	0,080%	0,190%	0,110%	0,130%	0,050%	0,035%	0,625%	0,540%	0,555%
3 mois	0,350%	0,370%	0,680%	0,315%	0,250%	0,140%	0,620%	1,100%	1,100%
10 ans emprunts phares	2,170%	1,980%	1,870%	1,000%	0,960%	0,980%	2,190%	2,150%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,93%
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts-relais	6,48%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,56%	Découverts en compte (1)	13,67%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	15,27%	Prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3469	1 NZD/XPF	73,4168	1 HKD/XPF	11,5068	1 GBP/XPF	143,1008	
100 JPY/XPF	108,9191	1 AUD/XPF	92,9665	1 SGD/XPF	71,1367	100 VUV/XPF	95,6575	1 FJD/XPF	50,3531